

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 476 - 25 août 1988 - Prix 2,50 F

9-10-11 SEPTEMBRE
FÊTE DE
L'HUMANITÉ
LA COURNEUVE

Demandez votre vignette à votre C.D.H.
Départs collectifs de St-Nazaire, Nantes
et Pontchâteau

Le 25 septembre, élections cantonales

L'EFFICACITÉ, L'UNION

C'EST LE VOTE COMMUNISTE

Quatre semaines nous séparent du premier tour des élections cantonales. La période estivale ne suffit pas à expliquer la discrétion avec laquelle cette échéance est traitée.

Pourtant, les hommes de la droite comme ceux du P.S. monopolisent les colonnes de la presse régionale, mais leurs préoccupations politiciennes sont à des années lumières de celles des gens.

L'organisation précipitée des législatives dans la foulée de la réélection de F. Mitterrand et le renvoi de mars à septembre des cantonales, l'organisation d'un référendum à l'automne et les manœuvres pour regrouper plusieurs consultations montrent une volonté de porter des coups à la démocratie et de tout faire pour escamoter une fois de plus le débat sur les questions fondamentales.

Le résultat des législatives comme le développement des luttes incitent les artisans du consensus entre P.S. et droite à encore plus de censure à l'égard des communistes.

Ils s'inquiètent de la qualité nouvelle des actions notamment pour les salaires et l'emploi comme au Chantier nazairien. Ils s'inquiètent de voir certaines propositions des communistes, SMIC à 6 000 F, 40 milliards pour l'école, droit au logement, etc., devenir aspirations et exigences pour des millions de gens.

Les élections cantonales peuvent être pour les électeurs de gauche une nouvelle occasion de dire non à l'austérité, non à l'alliance gouvernementale du P.S. avec la droite. Elles peuvent constituer une étape nouvelle de la remontée de l'influence électorale du P.C.F., nécessaire pour le rassemblement des forces de gauche.

Les communistes vont donc dans les jours et semaines à venir multiplier les rencontres, les initiatives pour débattre de la situation,

de l'origine des difficultés et des solutions pour s'en sortir, présenter leurs candidats et animer des campagnes pour imposer des reculs au pouvoir et au patronat, rassembler pour une politique de gauche.

L'exigence d'une prime de rentrée, celle du transfert de 40 milliards pour l'école pris sur le budget de surarmement font déjà l'objet de nombreuses campagnes de signatures. Des actions s'organisent avec les locataires, les parents d'élèves...

Notre campagne des cantonales ne sera pas différente dans son style du travail engagé depuis des mois auprès des gens par les communistes. Une campagne active où, à l'écoute des soucis quotidiens, nous allons faire vivre nos propositions nationales et départementales.

La majorité de droite au Conseil général gère les affaires sans une réelle opposition depuis l'absence de conseiller communiste.

Les intérêts de la population s'en ressentent. Pierre Le Berche en fait la démonstration dans nos colonies à propos des transports scolaires.

Jean-Louis Le Corre, Marc Justy et Hubert Bouyer montrent combien est précieuse l'action des élus communistes auprès des travailleurs et leurs familles dans la gestion quotidienne de leurs communes au travers de choix de justice sociale, de solidarité concrète.

Ils le font par leur soutien multiple aux luttes et propositions pour obtenir des avancées. L'action qu'ils ont conduite auprès de l'ASSEDIC en faveur des familles démunies frappées par le chômage atteste de leurs dévouement et efficacité.

Les candidats communistes, loin des manœuvres politiciennes, eux, n'ont qu'un souci, battre la droite dans les cantons où cela est possible et partout lui imposer des reculs.

Ils s'expriment pour une politique de gauche au service des intérêts de la population, pour une politique d'investissements productifs, pour faire reculer le chômage et l'exploitation notamment des jeunes, voués aux TUC et SIVP.

Pour défendre la Navale, promouvoir une autre politique pour la santé, le logement, l'école, l'environnement... la présence d'élus communistes est indispensable au sein de l'assemblée départementale.

De la droite au P.S., les objectifs sont similaires pour le département. Le consensus existe dans la perspective de 1992, et leur opposition ne porte que sur les hommes à mettre en place pour gérer au mieux des intérêts du capital les affaires en Loire-Atlantique.

Voter communiste le 25 septembre, c'est voter pour d'autres choix pour imposer des solutions plus conformes aux besoins humains. C'est voter contre une politique consistant à faire payer aux gens l'austérité. C'est voter pour des hommes et femmes animés par la volonté de soutenir les revendications de la population et d'agir avec elle pour les faire aboutir.

Voter communiste le 25 septembre représente aussi un acte de démocratie pour corriger un mode de scrutin qui prive la population laborieuse de représentants au Conseil général.

Joël BUSSON,
Membre du Secrétariat fédéral
du P.C.F.



Jean-Louis LE CORRE, un élu efficace au service de la population laborieuse de notre département.

SOMMAIRE

Navale
Saint-Nazaire :
questions
à René MAGRÉ

Fête de RIVE-SUD

p. 2

P. LE BERCHE :
Port du Croisic,
pêche, transports
scolaires

La Loire-Atlantique
à la Fête
de l'Huma

p. 3

40 milliards
pour l'école

p. 4

BRIÈRE :
Une rentrée
combative.
Fête de section
le 4 septembre

p. 5

S.N.C.F. :
Les trains fous
de la rentabilité
20 ans et après ?

p. 6

LOIRE :
Propositions
pour l'EPALA

Votre agenda
de rentrée

p. 7

FÊTE DE 'RIVE-SUD'

Journal de la section
de Rezé-Bouguenais
du P.C.F.

**SAMEDI
17 SEPTEMBRE 88**

BAL
au Foyer
AEPR - REZÉ
(rue Pierre-Brossolette)

**DIMANCHE
18 SEPTEMBRE 88**

**FÊTE
AU PARC DE
LA HOUSSAIS**
rue M.-Jouaud, à REZÉ

Spectacle
avec
Léal MARTINEZ
Chanteur

MEETING
sous la présidence de
Yann VINCE
Secrétaire de la section
de Rezé-Bouguenais du PCF
avec

J. GUILBAUD
Conseiller municipal
de Rezé

**STANDS
RESTAURATION
LIBRAIRIE**

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

APRÈS LE CONFLIT DE SAINT-NAZAIRE QUESTIONS A RENÉ MAGRÉ



Les Chantiers de l'Atlantique viennent de vivre une des plus importantes grèves de leur Histoire dont il faudra faire l'analyse fouillée et détaillée. Mais en cette rentrée nous avons tenu à poser quelques questions à notre camarade René Magré, secrétaire du syndicat C.G.T., qui a été au cœur de cette lutte importante.

Question : Ce conflit que les Chantiers viennent de vivre a et aura sans aucun doute de multiples répercussions comme on l'a déjà vu avec l'action des sous-traitants et intérimaires.

R. Magré : Il est certain que cette lutte pèse et pèsera lourd dans le domaine social économique et aussi politique. Il suffit de voir l'agitation politique que le conflit continue de susciter pour s'en convaincre, avec encore cette longue interview du porte-parole du gouvernement, Cl. Evin, dans « Ouest-France » samedi dernier.

Question : Justement, cette interview qu'en penses-tu ?

R. Magré : Oh ! simplement deux remarques. La première est qu'il est plus facile d'occuper les médias après coup que de faire face à 4 000 grévistes. La seconde est qu'une preuve supplémentaire de la véritable position des socialistes a été donnée. Pendant un mois, le personnel dans son ensemble s'est battu et était contre les congés de conversion avec le soutien de la population. Mais, au bout du compte, et rien ne peut le cacher, le gouvernement (et donc son porte-parole) a signé la convention conversion avec la Direction d'Alsthom, choisissant ainsi son camp aux côtés des patrons, contre le personnel du chantier.

Question : C'est important en effet et on s'aperçoit d'ailleurs que beaucoup de monde s'emploie aujourd'hui à falsifier l'Histoire du mouvement, son démarrage, ses acquis et les responsabilités de chacun

R. Magré : C'est flagrant. Ce qui les gêne je crois est qu'indiscutablement la CGT et aussi le PCF, seul parti à nos côtés, ont

marqué des points. Le démarrage du conflit, sa conduite démocratique voulue par la CGT a joué en effet un rôle déterminant.

Question : Tu peux expliquer cela ?

R. Magré : Ceux qui affirment que le conflit est parti de la base pratiquement contre les syndicats mentent. Ils craignent la pratique nouvelle de la CGT basée sur sa liberté d'expression sans carcan intersyndical, de faire des propositions, de donner la parole aux travailleurs et de décider ensemble.

Il y avait eu de nombreux débrayages depuis le début de l'année et nous sentions la com-

bativité monter. C'est si vrai que le 6 mai, au cours d'un meeting, la CGT déclarait : « On ne fera pas l'économie d'une grève », et lançait une pétition qui recueillit près de 2 000 signatures. Le 19 mai, dans « Presse-Océan », on peut lire en titre que la CGT annonce que l'on va « vers un conflit majeur aux Chantiers ».

D'autre part, au fameux meeting du 14 juin c'est la CGT qui dit aux travailleurs : « La pratique des intersyndicales n'est pas adaptée, soyez acteurs et pas spectateurs ». C'est elle qui propose des assemblées générales chaque matin et qui fait voter la proposition d'un travailleur de se rendre tous à la Direction et transforme ainsi une action d'une heure en grève totale d'un mois.

Ça a été payant puisque l'idée même des congés de conversion en a pris un tel coup qu'aucun des syndicats pourtant signataires n'a osé les défendre.

Question : A ce propos qu'avez-vous obtenu ?

R. Magré : Le plan de la Direction ne comportait pas uniquement les congés de conversion. Son plan dit industriel comportait au chapitre 3 :

— la filialisation de secteurs et notamment celui de Montoir, la remise en œuvre des modulations d'horaires et donc de la flexibilité, l'attaque contre notre statut, le sureffectif. Et c'est ce sureffectif qui est traité avec les congés de conversion.

La Direction a finalement renoncé à l'ensemble de ces points, sauf les congés de conversion puisqu'elle dispose d'un accord signé par la CFDT, FO et

CGC... Mais la lutte a permis des avancées importantes puisque les départs à 53 ans seront compensés par des embauches tandis que la tranche 48/53 ans et les camarades en longue maladie seront finalement épargnés.

Il reste 120 personnes dont nous n'avons pu garantir le reclassement aux Chantiers. C'est donc toujours un objectif à atteindre puisque le constat de discussion dit clairement que la porte ne leur est pas fermée, alors que, de toutes façons, un emploi effectif devra être trouvé à tous. Ce dernier point, avec aussi l'embauche des jeunes constituent sans aucun doute une première dans le pays face à un accord de suppression d'emplois.

Question : Et la politique d'intégration dans tout cela ?

R. Magré : Cette question est importante, très importante, car on aborde là l'enseignement dominant du conflit. Depuis des années, la Direction d'Alsthom met en place une politique d'intégration du personnel dont le but est de faire partager des idées et surtout d'éviter que les travailleurs luttent. C'est donc pour elle un échec cinglant qui illustre bien l'élévation du niveau de conscience dont on n'a pas fini de mesurer les potentialités pour l'avenir. Et j'ajouterais pour terminer, que cette grève qui a montré une grande volonté de voir vivre ce chantier est bonne pour notre image de marque face à ceux qui la ternissent avec des plans d'austérité et de casse, qu'il faut combattre avec la plus grande fermeté.



Meeting sur le terre-plein. Chaque matin, les travailleurs décident de la poursuite de l'action et de ses formes.

BRÈVES**INFLATION DE CANDIDATURES P.S. POUR LA MAIRIE DE NANTES**

Aujourd'hui, les doigts d'une main ne suffisent plus pour compter le nombre de candidats à la candidature au P.S., pour la mairie à Nantes. Il y faut même les deux mains et à la vitesse où cela avance les dix doigts risquent d'être insuffisants !

COMMENT PARLER EN ÉTANT ABSENT...

L'absence remarquable et remarquée de Claude Evin à Saint-Nazaire pendant tout le conflit de la Navale est difficile à assumer, même si elle était plus confortable pour l'intéressé. Celui-ci a donc sollicité une longue interview à « Ouest-France » pour justifier ses positions. Elles appellent beaucoup de commentaires et réflexions, elles sont en effet révélatrices même si sur le fond elles n'apportent pas de nouveau sur la politique du P.S. et du gouvernement à propos de la Navale.

PORT DU CROISIC, PÊCHE, TRANSPORTS SCOLAIRES...**parmi les préoccupations de P. LE BERCHE**

Le 5 août, la Fête du Pays Blanc organisée par la section du PCF de la Presqu'île Guérandaise se tenait à Batz-sur-Mer.

Pierre Le Berche, maire de Batz et candidat à l'élection cantonale pour le canton du Croisic, s'adressait aux participants au nom de la section du PCF.

Après avoir exposé la politique des communistes, il déclarait : « Dans notre canton, le conseiller sortant, maire du Croisic, on doit le reconnaître, sait se mettre en avant. Il s'attribue abusivement la paternité des travaux du port du Croisic. Ce qui est vrai c'est que M. Auffret pousse effectivement sur sa commune certains dossiers liés à une forme de tourisme qui n'a rien de populaire. Je le dis, malgré des travaux portuaires, on peut légitimement avoir des craintes à plus ou moins long terme pour l'avenir de la pêche au Croisic.

Pierre Le Berche montrant que l'absence de conseillers généraux communistes dans le département est préjudiciable aux intérêts de la population, prenait un autre exemple : « La loi de décentralisa-

tion de 84 a accordé la compétence aux départements en matière de transports scolaires. Ainsi en Loire-Atlantique ceux-ci sont réorganisés. Des syndicats de communes sont mis en place pour gérer les transports scolaires. Les syndicats sont équipés, notamment en moyens informatiques et à grands frais. Et cela uniquement afin de percevoir le prix de la carte transport des scolaires. Les conseillers généraux ne se sont pas même préoccupés de regarder si en accordant la gratuité du transport pour les scolaires on ne pouvait éviter à la collectivité de lourdes charges d'investissements et de gestion.

Les transports existent, et ça roule sans problème majeur. Dans d'autres départements ceux-ci sont financés par le département, les communes avec subventions de l'Etat. Ici le souci est de faire payer les familles, pourtant la rentrée leur coûte déjà beaucoup. Mais voilà, personne parmi les conseillers généraux sortants n'est assez proche des familles, de leurs difficultés pour envisager une autre solution ! ».

LA COURNEUVE 10-11 septembre 1988

**LA LOIRE-ATLANTIQUE A LA FÊTE DE L'HUMA**

La Fête de l'Huma 1988 s'annonce déjà comme une très très grande fête. Chacun peut contribuer encore à son succès en y participant bien sûr. Des départs auront lieu de Saint-Nazaire, de Pontchâteau, de Nantes... Inscrivez-vous sans attendre auprès des sections et de la Fédération.

Mais la fête se prépare avec sa vignette, réclamez votre bon de soutien à votre CDH, aux communistes. D'ici à la fête, les sections ont rendez-vous chaque lundi soir à la Fédération et, téléphoniquement, le jeudi afin de faire le point de la diffusion.

Les CDH sont invités à faire connaître leurs résultats à leur section.

Cette année, le stand de notre Fédération proposera de nouveaux produits - toujours de la mer - Invitez vos amis à venir les découvrir, ils ne regretteront pas le détour.

du 26 août au 12 septembre 1988

10^e ANNIVERSAIRE



à PONTCHATEAU, route de Nantes
Tél. 40.88.08.33

E. LECLERC

Pour mieux vous servir
HORAIRE D'OUVERTURE

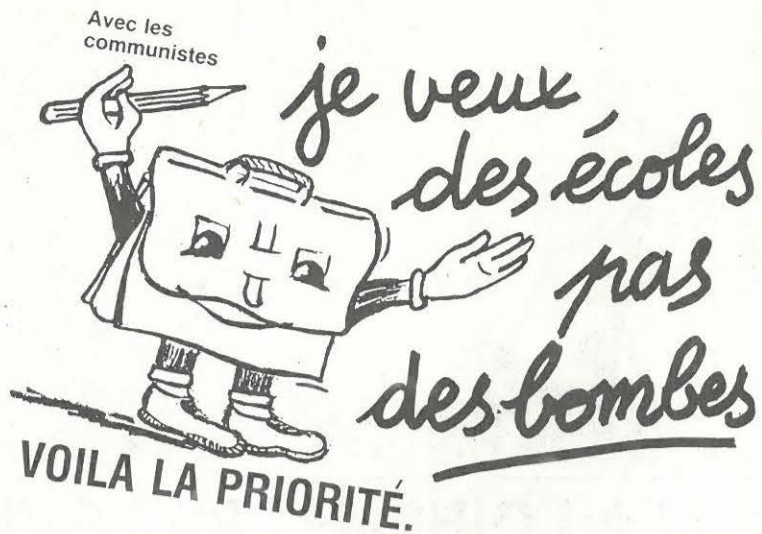
Lundi : 9 h 15 - 19 h 15 (sans interruption). Mardi : 9 h 15 - 12 h 15 - 14 h 30 - 19 h 15. Mercredi : 9 h 15 - 12 h 15 - 14 h 30 - 19 h 15. Jeudi : 9 h 15 - 12 h 15 - 14 h 30 - 19 h 15. Vendredi : 9 h 15 - 19 h 45 (sans interruption). Samedi : 9 h 15 - 19 h 15 (sans interruption).

GAGNEZ* DEUX SUPERCINQ FIVE

*sans obligation d'achat
(tirage des Renault Supercinq FIVE le lundi 12 septembre, à 19 h 15)



et des PRIX E. LECLERC !



AVEC 40 MILLIARDS, ON PEUT

- Ouvrir les classes qui manquent et améliorer l'accueil.
- Recruter des enseignants qualifiés en nombre suffisant.
- Prendre des mesures efficaces contre l'échec scolaire.
- Développer une formation professionnelle moderne.
- Assurer la gratuité de l'enseignement.

Les mots ne suffisent pas, il faut des actes !

- Je demande que cet argent soit pris sur le budget de surarmement.
- Je réclame une prime de rentrée scolaire d'un montant égal à un mois d'allocation familiale.

NOM :

PRENOM :
SIGNATURE :

M. L. JOSPIN
MINISTRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
110, RUE DE GRENELLE
75357 PARIS

40 MILLIARDS POUR L'ÉCOLE

Les communistes font signer actuellement une carte-pétition pour la priorité à l'école.

André Lajoinie avait fait avancer cette idée force lors de la campagne des Présidentielles. « Prendre 40 milliards sur le budget de surarmement pour les affecter à l'école ». Cette idée est devenue une grande revendication populaire.

Vous pouvez prendre part à cette campagne en faisant signer la carte. Elle est à votre disposition auprès des cellules, sections et de la Fédération du PCF.

AUX CELLULES DU P.C.F.

Sans attendre organisez-vous pour les jours de rentrée. Outre la carte-pétition à faire signer massivement, un tract, une affiche... sont à votre disposition auprès de votre Section.

SAUNIER- DUVAL A VENDRE !

Après les Batignolles, la CPIO... une des dernières grandes entreprises de la métallurgie nantaise est à vendre. Saint-Gobain négocie les locaux, les machines... les salariés, leur savoir-faire... Le numéro un de la chaudière murale risque de devenir — comme la proche usine des Batignolles — propriétaire d'un groupe outre-Rhin.

Les salariés de Saunier-Duval n'ont pas le droit à l'information, ni de donner leur avis... Mais ils risquent de faire les frais de cette opération.

Affaire à suivre !

TRICOMER FERME

Tricomer, les vêtements tricots dont la qualité a fait la réputation, a fermé ses portes cet été.

Les 80 employés se retrouvent à la rue. Implantée boulevard Dalby, l'entreprise nantaise est victime de la politique du textile où, comme en de nombreux domaines, les importations massives sont plus rentables pour le capital financier que la qualité et l'emploi au pays !

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER**

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

**Bretagne Loire
équipement :**

le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

EDIMAGE

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71



LA FORCE D'UN GROUPE
gifco

FÊTE DE BRIÈRE

organisée par la section
du P.C.F.

**SAMEDI
4
SEPTEMBRE**

au

**PONT
DE
PAILLE
à TRIGNAC**

avec le groupe

**DIABOLO
Folk**

Répertoire français,
québécois, américain,
écossais, irlandais,
suédois...

EXPOSITION

d'artistes amateurs
sur le thème
de la Brière

**JEUX - STANDS...
RESTAURATION
ANIMATIONS**

INTERVENTION

de

**Jean-René
TEILLANT**

Secrétaire de la section
de Brière du P.C.F.,
Membre
du Secrétariat fédéral

Sous la présidence de

Jean-Louis LE CORRE

Maire de Trignac

et

Marc JUSTY

Maire de Saint-Joachim

Candidats aux cantonales

BRIÈRE Une rentrée combative

Les communistes de Brière préparent activement leur première fête de section et les élections cantonales du 25 septembre.

Dès la mi-août, la section popularisait le plan de ses activités. Jean-René Teillant, secrétaire de section, entouré des candidats communistes aux cantonales : Jean-Louis Le Corre pour le canton de Montoir, et Marc Justy pour celui de Pontchâteau, donnaient une conférence de presse.

Les responsables de la section analysaient la situation politique et évoquaient :

« La lutte des travailleurs des Chantiers, celles des intérimaires, prouve que lorsque les travailleurs sont unis sur un objectif, il est possible de faire reculer le patronat.

« Dans ce conflit, la présence du Parti, de leurs élus, la décision des maires communistes d'appeler la population de leur commune à soutenir financièrement les salariés en lutte, confirme notre attachement, notre détermination à défendre l'emploi, la construction navale.

« Nous voulons souligner avec force l'attitude du Gouvernement qui, dans un conflit opposant un patron à ses salariés, se range du côté du patron en signant les congés de conversion.

« Une telle attitude est inadmissible d'un Gouvernement de gauche. Que le ministre Evin dans l'affaire des vedettes tente de s'en sortir en ironisant sur le fait que nous revendiquons le désarmement et qu'en même temps nous serions prêts à accepter ces vedettes, ne peut cacher son accord pour accepter ces licenciements déguisés.

« Cela ne peut cacher le fait qu'il a voté avec le groupe socialiste la loi de programmation militaire de Chirac et qu'il refuse aujourd'hui de la remettre en cause.

« Ce que nous revendiquons, c'est de supprimer cette loi qui doit financer l'armement chimique, l'armement nucléaire, augmenter les moyens offensifs. Ce qui ne remet pas en cause les besoins d'une défense nationale.

« En réalité, ces déclarations ne peuvent masquer la volonté du Gouvernement de poursuivre dans le sens de l'affaiblissement de la construction civile et porter un coup aux arsenaux.

« Ces propres déclarations, comme celles de Dieulangard sont claires.

« Nous l'avons souligné avec force entre les deux tours des élections présidentielles, quel que soit le résultat de ces

élections ce qui comptera ce sera les luttes. »

Les communistes Briérons apportent leur soutien aux luttes et affirment leur volonté d'aider à leur développement prioritairement autour des idées force du programme du P.C.F. et d'objectifs locaux comme l'embauche à la SNIA et la réintégration des cinq syndicalistes toujours dispersés hors l'usine de Saint-Nazaire.

Le développement du port de Montoir et de la navale. Ou encore :

« Les initiatives prises par les maires communistes de Brière pour faire sortir l'argent des coffres des ASSEDIC et qui ont permis d'obtenir des moyens pour de nombreuses familles en difficulté »...

Puis Jean-René Teillant aborde les questions de la rentrée :

« Cette rentrée marquée par de nombreuses difficultés, telles à Saint-Malo où une fermeture est prévue en maternelle, ce qui va se traduire par des classes de plus de trente élèves. »

« Il montre comment en Brière l'action pour "40 milliards pour l'école" se déroule, et rappelle : « Depuis maintenant un an, nous avons engagé la lutte pour un lycée en Brière. Les chiffres montrent en effet qu'il y a urgence. De leur côté, les parents d'élèves sont, eux aussi, porteurs de cette revendication. Nos maires sont intervenus. Jean-Louis Le Corre a accompagné une délégation de parents d'élèves à l'Hôtel de Région »...

A propos des élections cantonales, le dirigeant de la section précise :

« Notre souci est, bien loin des magouilles et calculs politiques, d'être avec les gens, sur le terrain, pour les rassembler et agir pour d'autres choix politiques conformes aux intérêts du plus grand nombre.

« La préparation des élections cantonales prendra naturellement sa place dans ces luttes sur le terrain.



Marc JUSTY, Jean-René TEILLANT et Jean-Louis LE CORRE lors de leur conférence de presse.

« Avec Jean-Louis Le Corre pour le canton de Montoir et Marc Justy pour celui de Pontchâteau, nos camarades seront les candidats de rassemblement des forces de gauche.

« Ils seront les candidats de ceux qui luttent, qui refusent de se laisser faire, de celles et de ceux décidés à combattre la politique de droite.

« Chacun est connu pour sa volonté, sa capacité à être avec les gens, pour les défendre.

« Dans un canton comme celui de Montoir où les entreprises, qu'il s'agisse de la chimie, ou de Elf connaissent les

diminutions d'effectifs, les salariés ont besoin d'un élu qui les défende. Avec J.-L. Le Corre et M. Justy, ils ont des candidats, des élus présents à leur côté, qui sont porteurs de leurs revendications.

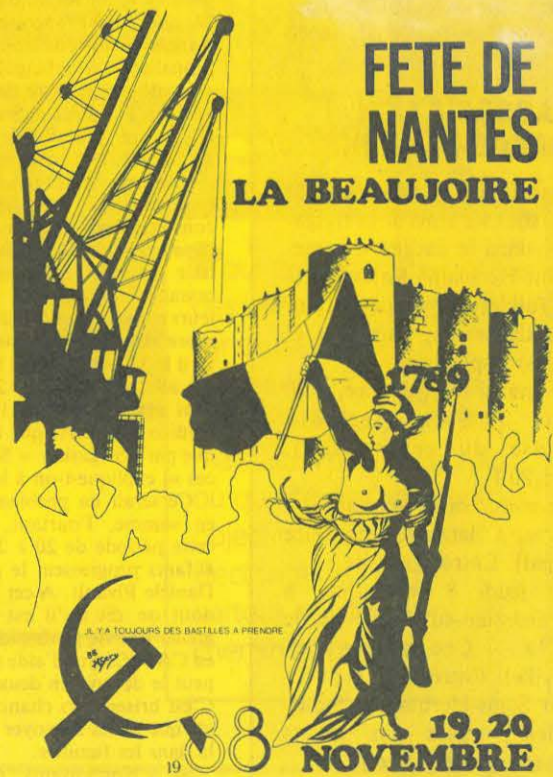
« Ce qui caractérise les élus communistes c'est qu'ils agissent pour que les habitants soient juges et acteurs de la gestion des affaires politiques.

« Vouloir débattre, agir pour améliorer la vie des gens, c'est ce qu'ils font déjà dans leur commune, c'est dans le même esprit que nous abordons cette campagne des cantonales. »

RENDEZ-VOUS A NANTES

Mardi 30 août, à 18 heures, au siège de la section : assemblée des secrétaires de cellules et des membres du Comité de section.

- Rendez-vous de la vignette de la Fête de Nantes.
- Campagne des élections cantonales.



BRÈVES ASSOCIATIONS

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

400 ENFANTS REÇUS SUR LA CÔTE

Le Secours Populaire Français, dans le cadre de sa campagne vacances, organisait mardi dernier une journée de détente appelée « Journée des Oubliés » pour les enfants qui n'ont pas pu bénéficier de vacances.

Les enfants concernés sont issus de milieu défavorisé.

Cette journée fut organisée sur le plan régional et 400 enfants étaient attendus, à qui était réservé le programme ci-dessous :

— Visite de la Brière avec promenade en barques à l'Île de Fédrun, à Saint-Joachim (dans la matinée).

— Visite du Musée des Oiseaux à Trignac (dans la matinée).

— Déjeuner au Razay, à Piriac.

— Baignade (après-midi).

— Retour par la côte et les marais salants (fin d'après-midi).

VACANCES RETRAITÉS AVEC

“TOURISME ET LOISIRS”

L'Association Tourisme et Loisirs de Nantes organise dans ses installations de Cogolin (Côte d'Azur) et de Calvi (Corse), deux séjours pour les retraités de la région nantaise.

Voyage COGOLIN : Départ par car le 2 septembre, retour à Nantes le 11 septembre, soit un séjour de dix jours.

Voyage CALVI : Départ par avion de Nantes le 18 septembre, retour à Nantes le 2 octobre, soit un séjour de quatorze jours.

Tous renseignements complémentaires : au siège de l'Association, 2, rue Yves-Bodiguel, 44000 Nantes, Tél. 40.20.44.19.

ASSOCIATION FRANCE-BULGARIE

L'Association France-Bulgarie informe tous les amis de la Bulgarie que, dans le cadre du jumelage Saint-Herblain - Kajanlak, le groupe folklorique Roza (45 danseurs et danseuses, musiciens et chanteurs) se produira :

— le mardi 6 septembre, à 20 heures, à Saint-Herblain (Gymnase du centre-ville). Entrée : 20 F ;

— le mercredi 7 septembre, à 20 heures, à Batz-sur-Mer (Parc municipal). Entrée gratuite ;

— le jeudi 8 septembre, à Saint-Sébastien-sur-Loire (salle de la Croix-Blanche, centre-ville). Entrée : 20 F ;

(Pour Saint-Herblain et Saint-Sébastien : vente des billets exclusivement à l'entrée.)

LES TRAINS FOUS DE LA RENTABILITÉ...

Les communistes se sont adressés aux cheminots et aux usagers

Après les accidents de la gare de Lyon et de la gare de l'Est, les cheminots communistes nantais se sont adressés aux usagers et à leurs collègues.

Les cheminots dénoncent les suppressions de postes, donc d'emplois qui mettent en cause la sécurité.

Ils constatent l'augmentation des tarifs pour les usagers et la diminution des prestations telles que les billets congés payés.

Ce ne sont là que quelques exemples qui montrent les conséquences de la dégradation du service, pour payer les banques auxquelles la S.N.C.F. verse chaque année onze milliards de frais financiers.

Les cheminots disent aussi que les changements de Présidents ne régleront rien si les mêmes choix prévalent et si le Gouvernement maintient la même politique.

Cette politique se traduit pour la région nantaise par une volonté de la Direction régionale — soucieuse de l'application du contrat de Plan — de supprimer :

— des trains ;
— des lignes comme celles de Nantes-Pornic ;
— l'entretien des machines ;
— des autorails à Nantes.

Déjà, il y a de moins en moins de machines, de voitures voyageurs, et les révisions sont de plus en plus espacées.

Les cheminots ne sont plus formés aux nouvelles techniques.

POUR LE PROGRÈS, IL FAUT INVESTIR

La région S.N.C.F. de Nantes a besoin d'un grand atelier de réparation pour y recevoir le TGV et le matériel régional.

Le TGV est une belle avancée technologique, il doit être complété par un transport régional par fer de qualité et en quantité afin de répondre aux besoins en déplacement de tous les usagers.

L'entretien des voies ne doit pas être soumis aux intérêts de rentabilité d'entreprises privées, mais relever d'un service dont la sécurité et la fiabilité sont les priorités.

Les efforts de modernisation devraient être entrepris pour améliorer confort et sécurité pour les cheminots et les usagers. Aujourd'hui, les investissements vont là où ils aboutissent à des suppressions d'emplois.

EN FINIR AVEC DES CHOIX CATASTROPHIQUES

L'échéance de 1992 pèse lourdement sur les décisions. Les liaisons avec l'étranger sont privilégiées au détriment de la modernisation et de l'entretien des lignes du réseau intérieur.

Ces choix entérinés par F. Mitterrand et les gouvernements successifs tournent le dos aux besoins du pays. Ils fragilisent la sécurité en supprimant des dizaines de milliers



d'emplois et cela pour les profits de quelques grands groupes financiers.

La sécurité et la qualité du service public se dégradent, des vies humaines d'usagers et de cheminots sont anéanties pour le fric. Nous disons ASSEZ !

Les communistes, cheminots et usagers appellent au rassemblement pour proposer et exiger d'autres choix que ceux qui ruinent la S.N.C.F. et le pays.

20 ANS ET APRES

En Loire-Atlantique, des parents agissent pour que soient préservés la formation et l'avenir de leurs enfants handicapés

« Laurence, 20 ans, commence à peine à lire, elle recopie des phrases », dit Monique Llorca. Eric, 24 ans, dit Françoise Joannis, sa mère, « souffre de troubles de la personnalité et du langage... ». En ce mois d'août, quatre des parents qui animent le comité de parents de l'établissement spécialisé de Vallet, à côté de Nantes, nous ouvrent leur porte.

Fin mai, vingt-trois d'entre eux reçoivent une lettre qui répand la consternation. Signée du Comité départemental de l'Education nationale spécialisée, elle leur annonce la cessation de la prise en charge de leurs enfants. Les familles devront les reprendre définitivement, au plus tard le 31 juillet. C'est la loi. Les jeunes adultes de plus de 20 ans ne peuvent rester dans les IME (instituts médico-éducatifs) qui les accueillent que par dérogation. « S'il y a des places », explique-t-on à la DDASS.

Ce serait un problème d'effectifs, en somme. Pourtant, « c'est dans cette période de 20 à 25 ans que les enfants progressent le plus », estime Danièle Pivault. A cet âge, un jeune dont on dit qu'il est incapable de mener une vie professionnelle, d'aller en CAT (Centre d'aide par le travail), peut le devenir en deux ou trois ans. C'est briser leurs chances, briser leur vie que de les renvoyer à ce moment-là dans les familles.

— « Nos enfants, on les adore.

Avec nous, ils sont heureux, mais au bout de quelques jours, je vous assure qu'ils réclament à retourner voir leurs copains et copines, leurs éducateurs, leur centre. Ils ont besoin d'une structure où les éducateurs savent faire avec eux ce que nous, parents, ne savons pas... » « Installés chez nous en permanence, ils vont régresser... » « A-t-on pensé aux parents qui travaillent ? » s'insurge Françoise Joannis. Pour eux, c'est dramatique. « Certains parents, c'est vrai, peuvent être amenés à faire appel à l'hôpital psychiatrique, qui n'est pas fait pour cela ». D'autres parents se débrouillent. A quelques-uns, faute de place en CAT ou en foyer spécialisé pour jeunes adultes, ils louent un appartement et rémunèrent, eux-mêmes, les services d'un éducateur : une garderie. « Au début de notre mouvement, il n'y avait aucun espoir que nos enfants puissent rester à Vallet... »

« C'était terrible », reprend Françoise Llorca. « J'ai écrit à Jean-Luc Lahaye, je n'ai pas eu de réponse. A la fondation Lino-Ventura on m'a dit que c'était aux parents de se débrouiller... Et puis j'ai écrit à Michel Creton que j'avais vu à la télé exposer le drame des handicapés profonds (voir « L'Humanité » du 4 juin). Dans les 24 heures il a pu parler de nous à la radio et à la télé. Notre histoire a pris de l'importance ». Il

fallait bouger et vite : confrontés à une situation commune, ces parents de milieux sociaux, de sensibilités divers ont agi ensemble. « Nous avons été réunis à l'initiative du responsable local de l'ADAPEI (Association départementale des parents de l'enfance inadaptée) et de la direction de l'établissement. Nous avons refusé les solutions individuelles, d'autant que nous avons appris ce jour-là que d'autres familles se heurtaient au même problème. Nous avons lancé une pétition, alerté la presse, la DDASS, les élus, le ministre de la Santé. Nous avons brisé le mur du silence », estime Françoise Joannis.

« Notre mouvement dérange. Il pose un problème social qu'aucune solution individuelle ne peut régler... ». L'ADAPEI, d'abord surprise par la virulence du mouvement, s'est engagée aux côtés des parents. Un projet d'aménagement du centre, d'abord écarté par l'administration parce qu'il risquait de coûter de l'argent à l'Etat, a été réexaminé : « Un rééquilibrage des places au profit de l'internat permettra à la fois le maintien dérogatoire de 19 adultes et l'admission de jeunes « sans trop compromettre la fonction médico-éducative de l'Institut », écrit le Préfet. Les parents sont tous d'accord : « Il faudrait mettre en place après 20 ans des structures permanentes qui puissent accueillir nos enfants avant

l'entrée dans un CAT, avec un soutien psychothérapeutique. Ne pas fixer d'âge, mais dire : on les prend jusqu'à ce qu'ils soient capables de rejoindre une structure adaptée à leur cas. Les structures doivent évoluer ».

Selon le secrétaire d'Etat aux handicapés, une centaine de familles sont encore dans la situation des parents et des enfants de Vallet. Et ailleurs, en France, combien de misères encore cachées, combien de vies gâchées ? Le secrétaire d'Etat reconnaît un déficit de 15 000 places de CAT qui « dure depuis longtemps ».

C'est ce que rappelait George Hage à l'Assemblée nationale à la fin de la dernière législature, au nom du Groupe Communiste : « Il n'est pas acceptable que tant d'enfants handicapés ne soient pas encore scolarisés ni en milieu ordinaire ni en milieu spécialisé, faute de place. Est-il normal que ne soient prévus pour les poly-handicapés et les handicapés lourds que quelques foyers de vie, quelques maisons spécialisées ? Que fait le gouvernement ?

De telles lacunes dans la solidarité que doit une société moderne à ses membres les plus vulnérables constituent de graves atteintes aux droits de l'homme. Elles ne sont pas dignes de notre pays... »

Laurent RENAUD.

Article paru dans « L'Humanité » du 22 août 88.

LOIRE : Propositions pour l'EPALA



Lors de la séance de l'EPALA du 30 juin 1988, à Orléans, J.-Pierre Bremont, au nom des élus communistes, devait formuler des propositions afin d'améliorer l'information des élus et des populations concernées. Nous reproduisons ici un extrait de sa déclaration.

« L'aménagement du bassin de la Loire et de ses affluents aura d'importantes répercussions sur l'environnement et qu'il suscite de légitimes inquiétudes quant aux éventuelles modifications du milieu naturel.

« C'est à toutes ces interrogations qu'il convient de répondre.

« Nous avons toujours insisté pour que l'aménagement de la Loire soit mené en étroite liaison avec les populations concernées, et pour que l'information, la

concertation, soient à la base de notre action d'aménagement.

« En ce qui nous concerne, nous avons déjà effectué un certain nombre de visites dans les sites et établi des contacts avec les habitants de ces secteurs.

« Pour insuffisants qu'ils puissent être considérés, des efforts ont été faits dans le même sens dans le cadre de l'EPALA.

« VOILA POURQUOI, MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS VENONS VOUS DEMANDER :

« 1°) Qu'un document, résumant les résultats des études d'impact faites pour chacun des ouvrages, soit élaboré et communiqué aux élus de l'EPALA.

« 2°) Que soit dressé un inventaire des mesures de protection de la faune et de la flore, déjà prises ou déjà appliquées.

« Le tout résumé dans un document, ainsi que les accords passés avec les associations de pêche ou de protection de la nature.

« Ces documents, communiqués aux élus de l'EPALA dans les meilleurs délais, seraient précieux pour développer une campagne d'information.

« 3°) Les travaux entrant maintenant dans leur phase active, nous proposons que désormais une information permanente soit faite en direction des populations concernées. »

NOTEZ SUR VOTRE AGENDA

Dimanche 4 septembre :

FÊTE DE LA SECTION DE BRIÈRE

Mardi 6 :

**Rentrée scolaire.
Signez et faites signer la carte-pétition
40 milliards pour l'école.**

Vendredi 9 - Samedi 10 - Dimanche 11 :

FÊTE DE L'HUMANITÉ A LA COURNEUVE
Départ en cars le samedi 10

Jeudi 15 :

Fête des Retraités C.G.T.

Samedi 17 :

**BAL de la section de REZÉ du P.C.F.
Soirée grillades avec la section de St-Sébastien**

Dimanche 18 :

FÊTE DE LA SECTION DE REZÉ

Dimanche 25 :

1^{er} tour des élections cantonales

RASSEMBLER POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE

La section du P.C.F. de Saint-Sébastien
vous invite

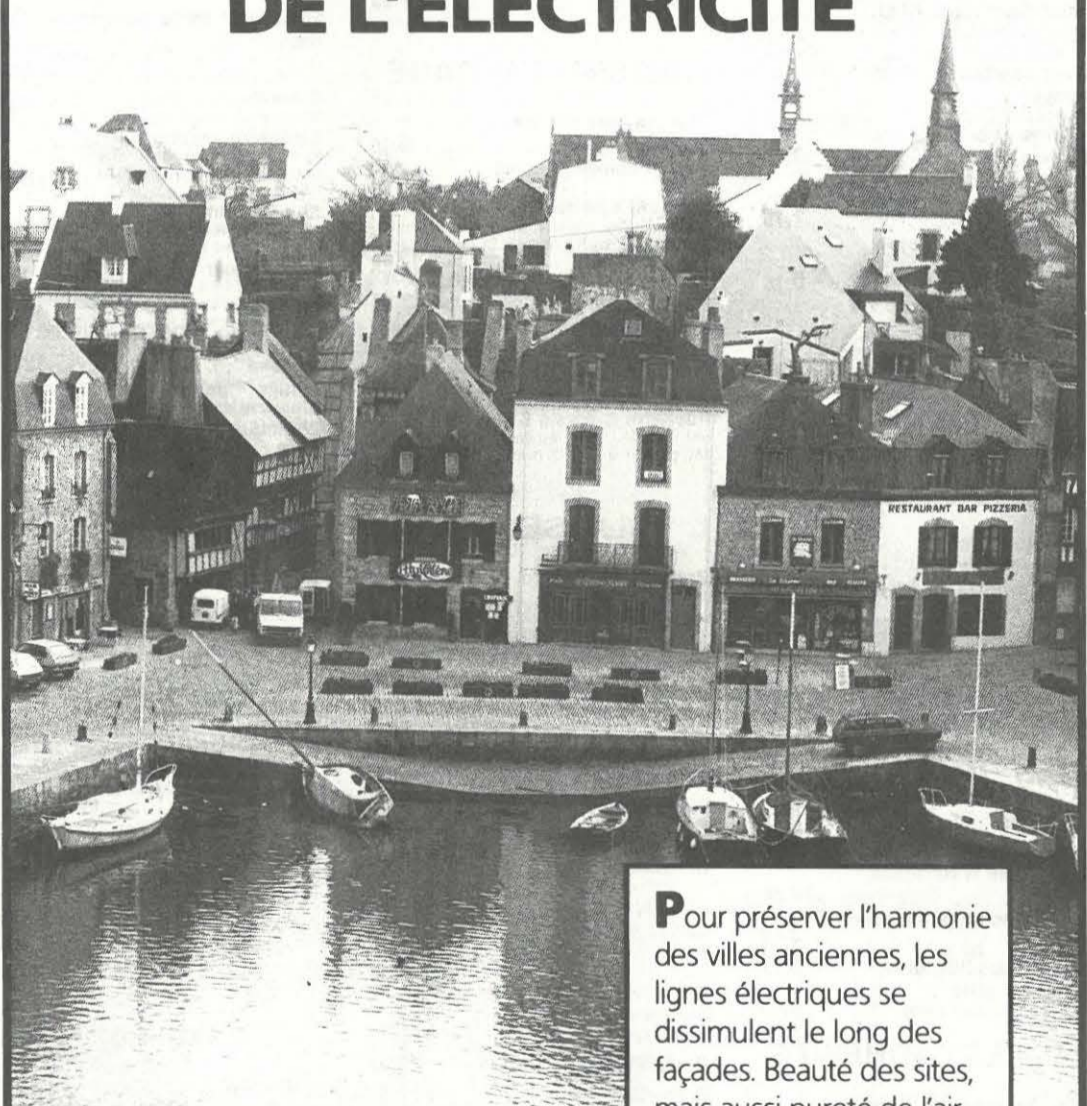
SAMEDI 17 SEPTEMBRE

**A partir de 19 heures :
apéritif avec les candidats communistes
aux élections cantonales**

**SOIRÉE GRILLADES
BAL**

Acheter le bon de soutien : 20 F

LES CHEMINS DISCRETS DE L'ÉLECTRICITÉ



Pour préserver l'harmonie des villes anciennes, les lignes électriques se dissimulent le long des façades. Beauté des sites, mais aussi pureté de l'air ou qualité de l'eau sont les objectifs que s'impose Electricité de France partout où elle ouvre des chemins à l'électricité...

EDF
Electricité
de France